

Commerce et/ou développement. Biffez la mention inutile. Tandis que certains plaident pour une substitution totale de l'aide par le commerce, d'autres dénoncent les dérives de la mondialisation, happant les âmes et les cultures. Entre les deux, de nombreux camps nuancent et s'affrontent avec, en filigrane, la conviction de détenir la formule d'un monde meilleur.

Commerce et développement la quadrature du cercle ?



“ C’est comme si une communauté voulait absolument faire construire un stade de foot: elle investit énormément d’argent dans la construction du stade, avant de s’écrier: “Mais où sont les joueurs?”

Si les multinationales payaient leurs impôts...

Le scandale des *Panama Papers* a, une fois de plus, braqué les projecteurs sur l'évasion fiscale. Celle-ci coûterait jusqu'à 60 milliards de dollars à l'Afrique. En janvier 2015, un rapport publié par la commission Mbeki de l'Union africaine concluait que le continent perdait l'équivalent de trois fois l'aide au développement qu'il recevait. L'évasion fiscale des multinationales représentait 60% de l'argent perdu (contre 15% pour la corruption). Pour l'activiste Stella Agara, la lutte contre l'évasion fiscale doit devenir une priorité, qui pourrait sortir l'Afrique du système d'aide: « Nous devons attirer l'attention

du monde sur l'évasion fiscale. Si notre système d'impôts fonctionnait correctement, l'Afrique n'aurait besoin d'aucune aide. Celle-ci est généralement conditionnelle. Les pays africains sont souvent tenus de dépenser cet argent d'une manière qui plaît aux donateurs. Les taxes sont le revenu le plus fiable d'un pays, et c'est le seul revenu qui permette aux citoyens de forcer leurs gouvernants à prendre leurs responsabilités. » Et d'en appeler à une réaction mondiale, plus consistante que la liste noire programmée par la Commission européenne.

Depuis 2000, l'Union européenne n'a cessé de multiplier ses engagements en faveur d'un soutien explicite et substantiel au commerce comme levier de développement. Aujourd'hui, en plus d'être le premier pourvoyeur d'aide au développement au monde, elle a aussi pris le *lead* pour le financement de mesures spécialement conçues pour renforcer la capacité commerciale des pays en développement. À contre-courant s'élèvent des voix dont la portée s'amplifie, à l'image de celle de Yash Tandon, qui met en garde les pays africains contre l'épée de Damoclès qui leur érafle déjà imperceptiblement l'épiderme: participer à l'économie mondiale aujourd'hui, ce serait creuser sa propre tombe, redouté-il. Entre défenseurs et pourfendeurs, nous avons essayé de nous frayer un chemin en eaux troubles.

Sortir du cadre

Que l'on soutienne le négoce comme facteur de progrès ou que l'on considère ces deux notions comme antinomiques, les liens entre

le commerce et le développement existent de facto. Comme le remarque **Emmanuel Klimis**, chercheur en sciences politiques à l'université Saint-Louis et enseignant à l'Institut d'Enseignement Supérieur Économique (ISES), le débat se situe dès lors ailleurs : « Il ne faut pas confondre le geste même d'échange commercial avec le cadre dans lequel on l'inscrit. Le commerce est essentiel, le cadre mérite d'être transformé. » **Philippe De Leener**, président d'Inter-Mondes Belgique, fait un pas de plus, en plaçant pour un éclatement du cadre : « Avant d'envisager le commerce, il faut voir comment la communauté se développe, quelles sont les relations que cette communauté pourrait avoir à l'extérieur. Dans ces relations, il faut alors resituer le commerce. Aujourd'hui, nous faisons l'inverse : nous avons du commerce, et nous nous demandons comment agencer de l'intérieur la société par rapport à celui-ci et comment organiser les relations des sociétés avec le commerce. Le commerce est ainsi devenu, incidemment, la finalité et en même temps le moyen qui fait que les sociétés communiquent. » Pour

Philippe De Leener, il faut repartir du bas de l'échelle et reprendre les choses au commencement. C'est aussi l'avis de plusieurs étudiants **Emmanuel Klimis** de la section Commerce et Développement de l'ISES¹, selon lesquels il faudrait renverser le sens actuel du commerce : « Le commerce devrait démarrer par l'implication des parties prenantes. Des discussions communautaires permettraient ainsi de mieux cerner les besoins et de développer un commerce plus à l'écoute. Armées de cette expérience collective fructueuse, les populations locales pourraient alors collaborer avec les pays voi-



¹ Nous avons interviewé Samantha Deblomme, Marie-Alix Godin et Mokhammad Magamadov, étudiants en dernière année du Bachelier Commerce et Développement de la Haute École Paul-Henri Spaak, avec laquelle nous organisons un colloque sur la thématique de ce dossier en octobre 2016. Ces étudiants parlent ici d'une seule voix.



© ZURBAGAN - FOTOLIA

Marie-Paule Eskenazi met en garde contre les dommages collatéraux des initiatives censées provoquer un développement à grande échelle. Elle se fonde sur l'exemple du tourisme de masse, qui a longtemps été considéré (et l'est parfois encore) comme la panacée dans des régions faiblement industrialisées



Effet boomerang

“ Aux yeux de beaucoup de gens, le tourisme apporte du développement. Mais pour cela, il faut que celui-ci tienne compte de tous les aspects de la durabilité. Il faut passer du développement aveugle de l'industrie touristique à un tourisme du développement. Sur la côte turque, on a construit des hôtels sur des kilomètres. On a dit aux agriculteurs et aux pêcheurs locaux qu'on allait leur changer la vie, qu'on allait leur donner du tra-

vail. Ils sont devenus travailleurs dans l'horeca. Sans formation, sans sécurité d'emploi (c'est un emploi saisonnier), sans protection sociale, sans possibilité d'améliorer leur condition. Et où les Turcs de la région achètent-ils aujourd'hui les fruits, les légumes et les poissons ? Ils sont obligés de les faire venir de l'extérieur, faute d'agriculteurs et de pêcheurs. Donc cela coûte beaucoup plus cher, aux frais de la population. ”



Robert Moodie

sins avant de faire valoir leur poids et leur vision sur le marché mondial. »

Local is beautiful...

Robert Moodie, ancien responsable de pays (Ouganda) pour Tradelinks, accorde également une importance cruciale au développement local, qui doit être approprié et progressif, sous peine d'être vide de sens et de substance : « Il faut construire la capacité des producteurs et des fournisseurs de services dans le Sud. Sinon, ils négocieront toujours à partir d'une position inférieure. C'est comme si une communauté voulait absolument faire construire un stade de foot : elle investit énormément d'argent dans la construction du stade. Elle se consacre à des conférences, des *workshops* etc, destinés à maîtriser les règles du jeu. Puis tout le monde se félicite, se précipite vers le stade, se bouscule à travers les portes flambant neuves avant de s'écrier : “*Mais où sont les joueurs ?*” Il y a peut-être deux ou trois joueurs pour un petit pays, quatre ou cinq pour un pays un peu plus avancé. Si je prends le contexte dans lequel j'évolue, je peux voir que le Rwanda a peut-être deux joueurs sur le terrain, le Burundi en a un,



© CELESTE CLOCHARD - FOTOLIA

“ L'ouverture du marché a renforcé une certaine fierté vis-à-vis de ses propres valeurs culturelles, qui sont mieux comprises à l'étranger et qui l'étaient peut-être moins avant.

mais il est en chaise roulante. Et ils essaient tous de jouer dans le même stade, avec les mêmes règles. Il faut laisser le temps aux équipes de se composer et de grandir avant de faire le grand saut. »

Marie-Paule Eskenazi, enseignante en tourisme durable à l'ISES, insiste sur l'appropriation du développement – et a fortiori du commerce – local. En l'absence d'un développement pensé en intelligence collective au niveau des communautés, le local peut servir de cheval de Troie à l'international : « Il faut conscientiser les communautés locales sur le respect de leurs propres traditions. Celles-ci peuvent s'exprimer à travers la fabrication et la commercialisation d'objets artisanaux, à condition de respecter l'essence même de l'artisanat : l'objet artisanal doit être produit localement avec des matériaux

locaux et avoir une raison d'être locale. Sinon on tombe dans le piège d'un produit qui peut apporter un développement local mais qui est usurpé parce que l'on met en vente n'importe quoi. Je pense à des petits villages dans la Cordillère des Andes. Le développement y est assez limité, mais il y a des petits marchés locaux. À y regarder de plus près, on peut toutefois se rendre compte que ceux-ci n'ont rien à voir avec les populations locales. À côté des produits réellement artisanaux, s'entassent les articles des multinationales qui contrefont les objets locaux. Les communautés servent alors d'intermédiaires entre les grosses multinationales et les touristes. On passe à côté du développement avec ce type de commerce. » Et Marie-Paule Eskenazi d'en appeler à freiner la course à l'internationalisation.

... for a while !

En revanche, pour Robert Moodie l'agrandissement d'échelle – et, à terme, l'internationalisation – reste le meilleur moyen d'atteindre le but ultime du développement : « La finalité [du développement] est de construire une économie suffisamment forte, soutenue par un gouvernement responsable, pour ne plus dépendre de revenus extérieurs. Pour cela, il faut bien sûr miser sur l'économie locale, mais le défi, ensuite, c'est l'extension. Si vous ne basculez pas d'échelle, des changements mineurs auront lieu, mais l'impact sur les pays en développement sera quasi insignifiant. » C'est aussi la conviction d'**Ivan Rossignol**, l'un des trois directeurs du groupe Trade & Competitiveness à la Banque mondiale : « Les entreprises ne peuvent véritablement se développer que si elles s'exposent à la frontière de



Philippe De Leener



la compétitivité. Prenons l'exemple de l'entreprise congolaise Utexafrica, qui produisait des pagnes à Kinshasa. Elle était protégée par des systèmes de régulation qui en faisaient une entreprise qui n'était pas à la pointe de la modernité. Elle ne produisait pas beaucoup de tissus. Elle n'arrivait pas à être compétitive face aux Chinois, les plus gros producteurs de pagnes pour l'Afrique. Si vous aviez ouvert – prudemment – les échanges sur le textile en RDC, Utexafrica aurait eu l'occasion de se rendre compte de son manque de compétitivité. Elle aurait pu essayer d'acquérir les machines pour produire les pagnes à moindre coût et atteindre davantage de compétitivité. Ou elle n'y serait pas arrivée et la production de pagnes se serait déplacée dans un autre pays. Ne pas gérer ce processus d'ouverture des frontières, d'acquisition de technologie et de connaissances peut menacer la survie de l'entreprise à court terme et mener à des pertes d'emplois. Bien gérer cette ouverture amènera à des gains de parts de marché et à des créations d'emplois.»

Les sentiers de la perdition ou de la gloire ?

Pour certains, le commerce à grande échelle serait donc la voie vers un déve-

loppement global. Mais les pays du Sud peuvent-ils dans ce cadre échapper à l'uniformisation des valeurs et des normes exigée par le commerce international ? Peuvent-ils

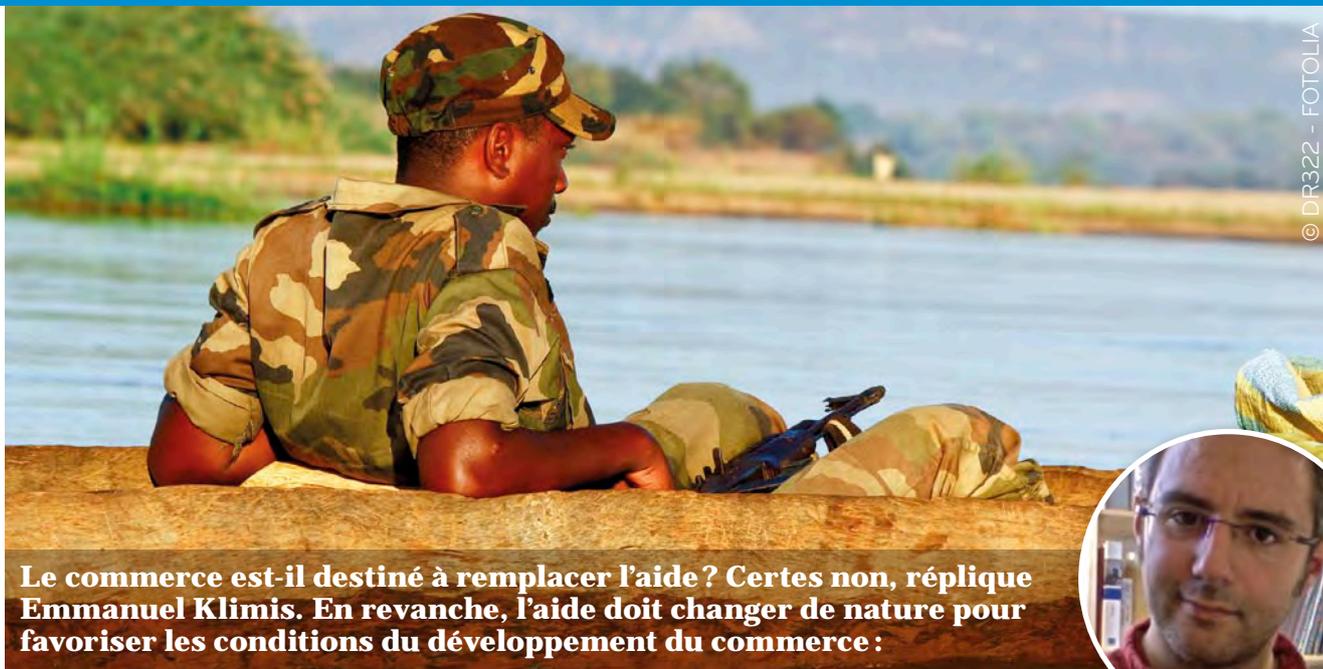


Ivan Rossignol

participer au commerce mondial sans se faire absorber par la mondialisation ? Ou le développement, vu sous cet angle, exige-t-il ce sacrifice de l'âme ? Philippe De Lener est assez pessimiste sur les perspectives si le commerce ne change pas de trajectoire : « Le commerce est une manière moderne d'envahir les sociétés des autres et de les réduire à soi-même. Avant on entrait par l'armée, par des missions physiques de conquête. C'était toute l'entreprise coloniale. Aujourd'hui, on utilise le commerce comme nouvelle arme. » Bien que partageant en partie ce point de vue, **Emmanuel Klimis** n'y associe pas de fatalisme : « Ce ne sont pas les échanges commerciaux en tant que tels qui sont porteurs d'une idéologie particulière, c'est le fait que le commerce soit aujourd'hui pensé à l'échelle planétaire. Mais je ne pense pas que, quand deux pays commercent

ensemble, ils imposent pour autant leur culture d'un côté ou de l'autre. Jusqu'il y a peu, l'intégration économique européenne montrait bien qu'on pouvait favoriser des échanges économiques entre certaines régions du monde sans imposer de valeurs qui soient complètement les mêmes. »

Pour Ivan Rossignol, l'internationalisation des échanges commerciaux doit être vue comme une opportunité pour la valorisation des particularités de chaque culture : « Les discours protectionnistes me font penser au mythe de la grotte de Platon : tant que la grotte est plongée dans l'obscurité, on n'a pas envie de sortir. Mais quand des ombres apparaissent et que l'on réalise qu'une autre réalité existe, on ne peut résister à l'envie de partir à la découverte du monde extérieur. On finit tous par sortir de sa grotte. Je voyage beaucoup dans le cadre de mon travail, et je n'ai jamais rencontré un pays qui avait envie de rester isolé. Et je ne vois pas pour autant de disparition des produits locaux. Partout, je vois des gens fiers des produits qu'ils portent sur eux, de ce qu'ils ont dans leur maison, de leurs biens. Je crois que l'ouverture du marché a renforcé une certaine fierté vis-à-vis de ses propres valeurs culturelles, qui sont mieux comprises à l'étranger et qui l'étaient peut-être moins avant. »



Le commerce est-il destiné à remplacer l'aide? Certes non, réplique Emmanuel Klimis. En revanche, l'aide doit changer de nature pour favoriser les conditions du développement du commerce :

Vers une nécessaire politisation de l'aide?

« La clé du développement, ce sont les échanges économiques. Il faut que les investisseurs fonctionnent dans le pays. C'est cela qui crée de la richesse. Mais il y a des pays où les opérateurs économiques ne peuvent pas s'implanter, parce que les conditions sont instables en termes de sécurité. C'est là que l'aide doit intervenir : elle doit veiller à ce que soient respectées les conditions minimales en matière de sécurité pour que les échanges commerciaux puissent avoir lieu. L'aide doit servir à stabiliser le contexte. Le problème, c'est que l'on refuse aujourd'hui de financer l'armée ou la police dans un pays. On pré-

fère financer l'agriculture. Mais si personne ne s'assure qu'il y a une stabilité sur le plan militaire, la sécurité du financement de l'agriculture n'est pas garantie à long terme. Il faut à nouveau reconnaître la dimension politique de l'aide. On fait une sorte de hiérarchie entre les compétences régaliennes d'un État en distinguant entre celles que l'on peut influencer et celles où il faut s'abstenir d'intervenir. On peut influencer les politiques de santé, d'emploi, d'éducation. Mais pas touche à l'armée ou à la justice ! Mais ce n'est pas plus ou moins fondateur de l'identité d'un État. C'est une vue de l'esprit. »



“ Quand des jeunes vendent des objets aux touristes dans la rue, ils gagnent parfois plus d'argent que leur père qui a travaillé durement toute la journée. Toutes ces choses provoquent une détérioration des relations sociales. L'image de soi est complètement dégradée.

Une ouverture à double tranchant

Si, pour Emmanuel Klimis, le geste commercial n'est pas source d'aliénation sociale, les échanges et les voyages qu'il entraîne parfois peuvent être une occasion privilégiée d'ouverture : « Dans l'histoire de l'humanité, les premiers à voyager sont les marchands. À travers ces voyages, ils ont découvert d'autres cultures, d'une richesse insoupçonnée. Multiplier les échanges, c'est aussi multiplier la connaissance de l'autre. On apprend à se connaître soi-même à travers les autres modèles. On prend conscience que d'autres modèles peuvent fonctionner. C'est ce qui pend au nez de la Chine. Les Chinois travaillent énormément. Mais ils voyagent aussi. Ils rencontrent eux-mêmes d'autres modèles ou ils ont des membres de leur famille qui leur racontent ce qu'ils ont vu à l'étranger.

Le jour où la prise de conscience des alternatives possibles sera massive et collective, le régime chinois sera mis en difficulté. Car les travailleurs réclameront de meilleures conditions de travail. » Ce bouleversement, salvateur pour les uns, peut toutefois s'avérer destructeur pour les autres, avertit Marie-Paule Eskenazi, qui illustre son propos à travers l'exemple du tourisme industriel : « Le tourisme industriel peut engendrer la violence, la frustration, la prostitution, le vol et les violences interfamiliales, parce que l'on importe de nouveaux modes de vie, que nous confrontons à d'autres mœurs et cela provoque des réactions. Il est considéré comme normal, chez nous, de se balader à moitié nu. Mais dans d'autres cultures, cela provoque des heurts. Quand les jeunes filles veulent à leur tour changer leurs habitudes vestimentaires, des conflits éclatent dans les familles. Au Maroc il y a une dégradation

“ À côté des produits réellement artisanaux, s'entassent les articles des multinationales qui contrefont les objets locaux. Les communautés servent alors d'intermédiaires entre les grosses multinationales et les touristes.

du respect familial à la suite de cela : des filles, attirées par un autre modèle sociétal, rentrent chez elles avec de nouveaux idéaux et se confrontent à l'incompréhension de leur père, sincèrement choqués par des demandes dont ils ne comprennent pas le fondement. Ce n'est pas du jour au lendemain que l'on change les relations familiales. De même, quand des jeunes vendent des objets aux touristes dans la rue, ils gagnent parfois plus d'argent que leur père qui a travaillé durement toute la journée. Toutes ces choses provoquent une détérioration des relations sociales. L'image de soi est complètement dégradée. »

Un commerce communautaire

Mais Marie-Paul Eskenazi appelle à ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain. Des alternatives sont possibles, qui mettent le com-

merce au service du développement communautaire et de la valorisation des cultures locales : « Une entreprise italienne a imaginé un modèle de coopération inspirant en matière de commerce équitable : elle a envoyé des designers dans différentes communautés – principalement en Asie –, pour créer une relation marchande. Sa démarche était la suivante : *“Voilà votre savoir-faire, voilà notre demande, on va mettre les deux ensemble”* pour qu'il y ait effectivement une relation entre l'éventuelle demande et l'offre mais aussi pour partir des savoir-faire locaux, de ce qui existe déjà et pour construire quelque chose ensemble à partir de là. L'entreprise a développé de très beaux catalogues de produits artisanaux. Les communautés avec lesquelles elle travaille y ont également trouvé leur compte : leurs matériaux de base ont pu être valorisés, ainsi que leur savoir-faire, leurs traditions. » Emma-





© KLAUSBALZANO - FOTOLIA

“ On fait une hiérarchie entre les compétences régaliennes d'un État en distinguant entre celles que l'on peut ou non influencer. Il faut à nouveau reconnaître la dimension politique de l'aide.

nuel Klimis évoque, quant à lui, l'exemple bolivien, qui montre qu'une approche communautaire du développement est possible à l'échelle d'un pays : « Aujourd'hui, les Boliviens utilisent les règles du jeu du commerce international pour donner un coup de pouce à leur propre économie nationale. Ils ont un président indien qui a une sensibilité particulière pour les communautés locales. Au nom du développement communautaire, Evo Morales a rejeté une série d'initiatives qui rentraient dans l'économie globale (déforestation, expropriation de terres) au détriment des droits de ces communautés. L'approche bolivienne montre que l'on peut continuer à jouer le jeu tout en n'acceptant pas l'intégralité des règles. Bien sûr, les Boliviens ont perdu des contrats, mais cela veut dire quoi? Dans les caisses de l'État, de l'argent n'est pas rentré à cause de contrats perdus. Mais cet argent aurait servi à quoi? Il aurait servi à qui? Les Boliviens ont fait le choix de promouvoir les

droits des communautés plutôt que de générer de l'argent qui n'aurait pas bénéficié aux communautés indigènes. » Une autre voie est possible. Et si l'alternative durable n'avait pas encore été imaginée? Philippe De Leener propose de réinventer nos sociétés : « Pourquoi ne pas développer des sociétés sur le principe du commun? Au lieu d'imaginer que les gens puissent être destinés à subvenir à leurs propres besoins, on penserait qu'ils sont reliés à des communautés qui ont des modes de vie qui exigent du commun. On aurait conscience qu'on est partie prenante de quelque chose qui nous dépasse, des "autres" au sens généralisé. Ce que nous faisons, ce que nous pensons et ce que nous disons est susceptible d'avoir des conséquences sur d'autres, ailleurs, que nous ne connaissons pas. C'est l'idée que l'on est habité par ces autres-là et que cela devient un élément générateur de ce que nous sommes. Si nous faisons de cela l'élément structurant plutôt que l'illusion

que l'on puisse être l'auteur de tout, le paradigme est différent. Le commerce prend alors un autre sens. Nous ne sommes plus dans un rapport où le commerce sert à satisfaire des intérêts individuels, mais dans des échanges pour des convergences d'intérêts. Cela ne veut pas dire que les individus vont disparaître. Mais peut-être vont-ils se trouver géniaux parce qu'ils sont parties prenantes d'un projet commun et non pas d'une jouissance privative. Ce sera alors le plaisir du "nous" auquel nous appartenons. » Utopie? Et si le changement commençait par soi?

CÉLINE PRÉAUX

Venez débattre de ce sujet d'actualité le 6 octobre 2016! Vous recevrez bientôt une invitation.